

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger	60 fr.	35 fr.
Prix du numéro	{ Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50 { Par porteur ou par la poste. { Togo, France et Colonies : 1. fr. 75 { Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 2 fr.
 Minimum 10 fr.
 La page 200 fr.
 Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Par décret du Maréchal de France, Chef de l'Etat, en date du 27 Février 1942, M. Pierre SALICETI, Administrateur en Chef des Colonies a été nommé Gouverneur de 3^e classe des colonies et Commissaire de France au Togo.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

- 14 septembre — Loi transférant aux membres du corps civil de la justice militaire les fonctions dévolues aux membres des corps militaires du service de la justice militaire dissous par les lois des 25 août et 15 septembre 1940. (*Arrêté de promulgation n° 166 du 17 mars 1942*). 286
- 8 décembre — Décret coordonnant l'action des services météorologiques métropolitains et coloniaux. (*Arrêté de promulgation n° 167 du 17 mars 1942*). 287
- 19 décembre — Décret supprimant la formalité du visa et de légalisation du secrétaire d'Etat aux colonies pour les actes dressés en France destinés à être produits dans les colonies et pour les actes dressés dans les colonies dont il doit être fait usage en France. (*Arrêté de promulgation n° 168 du 17 mars 1942*). 288

- 24 décembre — Loi étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, le bénéfice de la législation sur les pupilles de la nation. (*Arrêté de promulgation n° 178 du 20 mars 1942*). 289
- 31 décembre — Loi autorisant la participation de l'Etat en faveur de certaines sociétés ou établissements publics en vue d'assurer la mise en valeur des colonies. (*Arrêté de promulgation n° 170 du 17 mars 1942*). 289
- 31 décembre — Décret rendant applicables aux équipages des navires ayant leur port d'attache dans les colonies les dispositions de la loi du 23 août 1941 réprimant les désertions des marins du commerce. (*Arrêté de promulgation n° 169 du 17 mars 1942*). 290

1942

- 12 janvier — Décret précisant les dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies de la loi du 11 juillet 1938, en ce qui concerne les sanctions applicables en cas d'infractions aux arrêtés des chefs de territoires. (*Arrêté de promulgation n° 171 du 17 mars 1942*). 291
- 16 janvier — Décret étendant au territoire du Togo le décret du 15 juin 1939 réglementant les mariages entre indigènes en A. O. F. et en A. E. F. (*Arrêté de promulgation n° 181 du 20 mars 1942*). 291
- 19 janvier — Décret relatif à l'approbation d'un arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1941). (*Arrêté de promulgation n° 179 du 20 mars 1942*). 292
- 4 février — Décret complétant le décret du 8 août 1941 relatif aux opérations immobilières en A. O. F. et au Togo. (*Arrêté de promulgation n° 172 du 17 mars 1942*). 292

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

1 ^{er} janvier	— No 2 — Arrêté fixant à compter du 1 ^{er} janvier 1942 les taux de l'indemnité de zone à allouer aux personnels européen et indigène.	293
18 février	— No 679 s. e. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 7 de l'arrêté général 4538 E. C. du 24 décembre 1941, réglementant les distributions d'essence.	294
18 février	— No 685 s. e. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant interdiction de la fabrication d'hydrocarbures à partir d'huiles ou beurres d'origine végétale.	294
4 mars	— No 834 D. T. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française fixant certaines taxes postales.	294
4 mars	— No 835 D. T. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française relatif à l'échange des mandats et au droit à percevoir.	295
4 mars	— No 836 D. T. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française fixant les conditions de rémunération des transports postaux aériens.	296
11 mars	— No 155 — Arrêté complétant l'arrêté no 590 du 21 octobre 1941 portant réglementation de la vente du lait d'importation au territoire.	296
11 mars	— No 156 — Arrêté portant modification de l'arrêté no 640 du 20 novembre 1941 fixant les taux de consignation des emballages de carburants.	297
11 mars	— No 159 — Arrêté réglementant à nouveau les congés annuels du personnel indigène des cadres locaux du Togo.	297
14 mars	— No 164 — Arrêté abrogeant l'arrêté no 32 du 15 janvier 1942 déclarant infectée de peste bovine la ville de Palimé.	298
14 mars	— No 165 — Arrêté modifiant et complétant l'arrêté no 269 du 30 mai 1941 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo.	299
17 mars	— No 198 — Décision portant organisation du cours public de langue ewé pour l'année scolaire 1942.	299
20 mars	— No 180 — Arrêté portant location des véhicules à gazogène administratifs au commerce local.	299
Rectificatif à l'arrêté no 318 du 25 juin 1941 relatif au droit d'enregistrement et de timbre		300
Personnel		300
Divers		301

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

27 décembre	— Décret approuvant une délibération du conseil de gouvernement de l'Indochine portant fixation, pour 1942, de contingents annuels à l'importation.	302
27 décembre	— Décret portant admission en franchise douanière en Indochine pour 1942, de produits originaires des colonies françaises.	304

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Justice militaire

ARRETE No 166 promulguant au Togo la loi du 14 septembre 1941 transférant aux membres du corps civil de la justice militaire les fonctions dévolues aux membres des corps militaires du service de la justice militaire dissous par les lois des 25 août et 15 septembre 1940.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire, promulguée au Togo le 15 mars 1929;

Vu la loi du 14 septembre 1941;

Vu le bordereau no 78 A. P./I en date du 28 février, 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 14 septembre 1941 transférant aux membres du corps civil de la justice militaire les fonctions dévolues aux membres des corps militaires du service de la justice militaire dissous par les lois des 25 août et 15 septembre 1940.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre;

Vu la loi du 25 août 1940 portant constitution de corps et de cadres civils au département de la guerre;

Vu la loi du 15 septembre 1940 portant constitution de cadres d'agents et d'employés civils au département de la guerre;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctions et attributions dévolues par la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre :

1^o — Aux officiers de justice militaire;

2^o — Aux officiers greffiers, aux adjudants-chefs et aux adjudants commis greffiers;

3^o — Aux sous-officiers huissiers appariteurs, sont transférées aux membres du corps civil de la justice militaire créé par la loi du 25 août 1940 suivant les distinctions ci-après :

Les fonctions et attributions des officiers de justice militaire aux magistrats du corps civil de la justice militaire;

Les fonctions et attributions des officiers greffiers aux greffiers du corps civil de la justice militaire;

Les fonctions et attributions des adjudants-chefs et des adjudants commis greffiers aux commis greffiers du corps civil de la justice militaire;

Les fonctions et attributions des sous-officiers huissiers appariteurs aux huissiers appariteurs du corps civil de la justice militaire.

ART. 2. — Les fonctions dévolues par l'article 266 du code de justice militaire pour l'armée de terre aux officiers comptables, aux sous-officiers comptables et aux sous-officiers surveillants des établissements pénitentiaires militaires sont transférées aux membres du corps civil de la justice militaire créé par la loi du 25 août 1940 suivant les distinctions ci-après :

Les fonctions des officiers comptables aux adjoints administratifs du corps civil de la justice militaire;

Les fonctions des sous-officiers comptables aux agents aides-comptables du corps civil de la justice militaire;

Les fonctions des sous-officiers surveillants aux surveillants des établissements pénitentiaires du corps civil de la justice militaire.

ART. 3. — La dénomination « juge d'instruction » est substituée à celle de « juge d'instruction militaire » dans tous les cas où cette dernière est employée dans la loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire pour l'armée de terre.

ART. 4. — Les dispositions de la loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire pour l'armée de terre sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions de la présente loi et de celles des lois des 25 août 1940 portant constitution de corps et de cadres civils au département de la guerre et 15 septembre 1940 portant constitution de cadres d'agents et d'employés civils au département de la guerre.

ART. 5. — Le ministre secrétaire d'Etat à la guerre et les secrétaires d'Etat aux colonies et à l'aviation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 14 septembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général d'armée,
commandant en chef des forces terrestres,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
Général BERGERET.

Services météorologiques

ARRETE No 167 promulguant au Togo le décret du 8 décembre 1941 coordonnant l'action des services météorologiques métropolitains et coloniaux.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 29 avril 1929 portant création d'un service météorologique colonial, promulgué au Togo le 7 août 1929, et les textes ultérieurs qui l'ont modifié;

Vu le décret du 8 décembre 1941;

Vu le bordereau no 62 A. P./I en date du 21 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 décembre 1941 coordonnant l'action des services météorologiques métropolitains et coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 25 novembre 1930 créant l'office national météorologique;

Vu le décret du 29 avril 1929 créant le service météorologique colonial;

Vu le décret du 12 janvier 1938 fixant le statut du personnel du cadre technique de l'office national météorologique, modifié par l'arrêté du 15 mars 1938 et les décrets du 29 juillet 1938 et du 30 août 1939;

Vu le décret du 7 mai 1938 portant réorganisation du personnel du service météorologique colonial;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'aviation, du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Dans un délai de trois mois, les statuts du corps technique de l'office national météorologique et du corps des ingénieurs météorologistes coloniaux seront refondus de manière à devenir équivalents, à l'exception des indemnités et avantages divers qui sont attachés à l'affectation dans la colonie. Cette revision n'entraînera l'augmentation ni des effectifs du personnel ni des crédits alloués aux deux corps.

Les nouveaux statuts seront établis par décrets en conseil d'Etat dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 14 septembre 1941 sur l'organisation des cadres des services publics de l'Etat.

ART. 2. — Les fonctionnaires des cadres techniques de l'office national météorologique pourront être détachés de la métropole dans une colonie. Ce détachement se fera par périodes renouvelables dont la durée minima correspondra à deux séjours consécutifs dans les colonies où le séjour réglementaire est de deux ans et à un séjour dans les autres colonies.

Réciproquement, les météorologistes coloniaux pourront être détachés en France, par périodes renouvelables d'une durée minima de trois ans. Ce détachement pourra être accordé notamment aux météorologistes coloniaux qui, ne pouvant rejoindre leur poste pour raison de santé, seront reconnus aptes à servir dans la métropole.

ART. 3. — La formation scientifique et technique des ingénieurs météorologistes coloniaux nouvellement recrutés est confiée à l'office national météorologique. Celui-ci organisera des stages de perfectionnement technique pour le personnel déjà mis en service aux colonies. Les stages ainsi prévus auront lieu à l'expiration de l'un des congés passés dans la métropole.

ART. 4. — La coordination des recherches météorologiques dans l'empire français est assurée par le directeur de l'office national météorologique, qui en établit le programme, d'accord avec l'inspecteur général du service météorologique colonial. L'office national météorologique fera bénéficier le service météorologique colonial de ses moyens de recherche. En particulier le choix, l'étude et la mise au point des matériels nouveaux sont confiés à l'office national météorologique, assisté d'un spécialiste du service météorologique colonial.

ART. 5. — Les colonies seront effectivement représentées dans les différents organismes de l'organisation météorologique internationale. Le directeur de l'office national météorologique est chargé d'assurer l'unité de doctrine de la France et de son empire dans les relations météorologiques internationales. Ce haut fonctionnaire ou son représentant fera office de chef de la délégation française dans les réunions internationales relatives à la météorologie.

ART. 6. — Le directeur de l'office national météorologique est chargé de coordonner l'action des services météorologiques métropolitains et coloniaux. Il soumet au secrétaire d'Etat aux colonies toutes propositions utiles au perfectionnement et au développement du réseau météorologique impérial, en ce qui concerne tant les observations que les transmissions.

Les dépenses de matériel et de personnel des services météorologiques coloniaux sont inscrites au budget de chaque colonie. Toutefois, si le budget de la colonie n'est pas en état d'assumer les dépenses requises par une amélioration que le secrétaire d'Etat à l'aviation tiendrait pour indispensable, le secrétaire d'Etat aux colonies subviendra à ces dépenses au moyen des crédits qui lui seront délégués à cet effet par le secrétaire d'Etat à l'air.

ART. 7. — Le directeur de l'office national météorologique est chargé d'assurer l'unification rationnelle des méthodes d'exploitation dans la métropole et dans l'empire. Il a qualité pour organiser et contrôler la protection des grandes liaisons aériennes. Les instructions nécessaires à cet égard seront transmises par l'intermédiaire du service central de la météorologie coloniale. Les inspections techniques sont confiées, soit au chef du service météorologique colonial, soit, après accord ou sur demande du secrétaire d'Etat aux colonies, à des fonctionnaires du corps technique de l'office national météorologique désignés par le secrétaire d'Etat à l'aviation.

ART. 8. — Le secrétaire d'Etat à l'aviation, le secrétaire d'Etat aux colonies et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 8 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le secrétaire d'Etat à l'aviation,

Général BERGERET.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Légalisation des actes notariés

ARRETE No 168 promulguant au Togo le décret du 19 décembre 1941 supprimant la formalité du visa et de légalisation du secrétaire d'Etat aux colonies pour les actes dressés en France destinés à être produits dans les colonies et pour les actes dressés dans les colonies dont il doit être fait usage en France.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 31 décembre 1936 relatif à la formalité de légalisation des actes notariés passés en France, en Algérie, à la Réunion et aux Antilles, dont il est fait usage dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, promulgué au Togo le 9 février 1937;

Vu le décret du 19 décembre 1941;

Vu le bordereau no 62 A. P./I en date du 21 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 décembre 1941 supprimant la formalité du visa et de légalisation du secrétaire d'Etat aux colonies pour les actes dressés en France destinés à être produits dans les colonies et pour les actes dressés dans les colonies dont il doit être fait usage en France.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies et du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les lois du 9 août 1919 et du 20 décembre 1933;

Vu les décrets du 16 octobre 1919 et du 31 décembre 1936;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La formalité du visa apposé par le secrétaire d'Etat aux colonies sur les actes authentiques de toute nature établis en France ou à l'étranger et destinés à être produits dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies est supprimée.

ART. 2. — La formalité de la légalisation par le secrétaire d'Etat aux colonies pour les actes de toute nature émanant des colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies et devant être produits en forme authentique en France ou dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies est supprimée.

ART. 3. — Les actes authentiques établis dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies et destinés à être produits hors des territoires où ils ont été

établis demeurent soumis à la légalisation par le gouverneur ou par son délégué avant leur départ de la colonie, sauf exception prévue en faveur des actes d'état civil.

ART. 4. — Les actes authentiques de toute nature établis dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies demeurent soumis à la légalisation par le secrétaire d'Etat aux colonies lorsqu'il y aura lieu de les produire devant les autorités étrangères et sauf conventions internationales contraires.

ART. 5. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

ART. 6. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français, aux *Journaux officiels* des colonies et territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 19 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

Pupilles de la nation

ARRETE No 178 promulguant au Togo la loi du 24 décembre 1941 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, le bénéfice de la législation sur les pupilles de la nation.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'article 19 de la loi du 29 mars 1918, rendant applicable aux colonies la loi du 27 juillet 1917 sur les pupilles de la nation, promulguée en A. O. F. le 27 octobre 1921;

Vu le décret du 24 mai 1923, rendant applicable aux colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des colonies la loi du 26 octobre 1922, modifiant diverses dispositions de la loi du 27 juillet 1917 susvisée promulguée en A. O. F. le 12 juillet 1923;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Cameroun et au Togo, promulgué au Togo le 12 juillet 1924;

Vu la loi du 24 décembre 1941;

Vu le bordereau no 85 A. P./I en date du 5 mars 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 24 décembre 1941 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, le bénéfice de la législation sur les pupilles de la nation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice des dispositions de la loi du 27 juillet 1917 instituant les pupilles de la nation, modifiée par la loi du 26 octobre 1922, est étendu aux catégories d'enfants suivantes :

1^o — Aux orphelins dont le père ou le soutien de famille a été tué ou est mort de blessures reçues au cours d'opérations effectuées, sur un théâtre d'opérations, par les armées de terre, de mer ou de l'air, lorsque le caractère d'opérations de guerre aura été reconnu par des arrêtés interministériels contresignés par les secrétaires d'Etat intéressés et par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

2^o — Aux enfants nés avant la fin des opérations visées au paragraphe précédent ou dans les trois cents jours qui auront suivi leur cessation, lorsque le père ou le soutien de famille se trouve, à raison de blessures reçues ou de maladies contractées au cours desdites opérations, dans l'incapacité de pourvoir à leurs obligations et à leurs charges de chef de famille.

ART. 2. — Ces dispositions sont applicables à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc, à la Syrie, au Liban et aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 24 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte, vice-président du conseil,
ministre secrétaire d'Etat à la défense nationale,
aux affaires étrangères, à la marine
et à la guerre, par intérim,
Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.

Le général de brigade aérienne,
secrétaire d'Etat à l'aviation,
Général BERGERET.

Le vice-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Mise en valeur des colonies

ARRETE No 170 promulguant au Togo la loi du 31 décembre 1941 autorisant la participation de l'Etat en faveur de certaines sociétés ou établissements publics en vue d'assurer la mise en valeur des colonies.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 31 décembre 1941;

Vu le bordereau n° 78 A. p./I en date du 28 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 31 décembre 1941 autorisant la participation de l'Etat en faveur de certaines sociétés ou établissements publics en vue d'assurer la mise en valeur des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — En vue d'assurer la mise en valeur des colonies, il pourra être accordé, soit à des sociétés ou établissements publics existants, soit à des sociétés qui seraient spécialement créées à cet effet, des avances imputables à un compte spécial à ouvrir dans les écritures du trésor.

Dans le même but, la garantie de l'Etat pourra être accordée aux capitaux d'origine privée empruntés par les sociétés ou établissements publics susvisés et investis par eux aux colonies.

L'Etat pourra, enfin, participer au capital des sociétés qui exercent leur exploitation aux colonies.

ART. 2. — L'attribution des avances et l'octroi de la garantie de l'Etat feront l'objet d'arrêtés du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances pris après avis d'une commission comprenant :

Deux représentants du secrétaire d'Etat aux colonies, dont le directeur des affaires économiques, président;

Trois représentants du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

Un représentant de la banque d'émission de la colonie intéressée.

ART. 3. — Une convention sera passée dans chaque cas, après accord du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, entre le secrétaire d'Etat aux colonies et la société ou l'établissement public bénéficiaire soit d'une avance, soit de la garantie prévue à l'article 1^{er}.

Ces conventions fixeront le taux et les modalités de remboursement des avances, les sûretés exigées des sociétés ou établissements publics bénéficiaires d'une avance ou de la garantie de l'Etat et les conditions dans lesquelles l'Etat pourra être appelé à participer aux bénéfices.

ART. 4. — Toute participation de l'Etat au capital d'une société devra donner lieu à l'avis préalable de la commission instituée à l'article 2 du présent décret.

Les crédits nécessaires seront ouverts au budget du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 31 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
AMIRAL PLATON.

Désertion des marins du commerce

ARRETE N° 169 promulguant au Togo le décret du 31 décembre 1941 rendant applicables aux équipages des navires ayant leur port d'attache dans les colonies les dispositions de la loi du 23 août 1941 réprimant les désertions des marins du commerce.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 23 août 1941 réprimant les désertions des marins du commerce et de la pêche, publiée au J. O. Togo du 1^{er} novembre 1941;

Vu le décret du 31 décembre 1941;

Vu le bordereau n° 78 A. p./I en date du 28 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 31 décembre 1941 rendant applicables aux équipages des navires ayant leur port d'attache dans les colonies les dispositions de la loi du 23 août 1941 réprimant les désertions des marins du commerce.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à la marine, et du vice-amiral secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu la loi du 23 août 1941 réprimant la désertion des marins du commerce et de pêche;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 23 août 1941 sont applicables aux navires ayant leur port d'attache dans un port d'une colonie, d'un pays de protectorat ou sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat à la marine et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 31 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat à la marine,*

Amiral DARLAN.

*Le vice-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,*
Amiral PLATON.

Organisation générale de la nation pour le temps de guerre

ARRETE N° 171 promulguant au Togo le décret du 12 janvier 1942 précisant les dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, de la loi du 11 juillet 1938, en ce qui concerne les sanctions applicables en cas d'infractions aux arrêtés des chefs de territoires.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo le 2 septembre 1939;

Vu le décret du 12 janvier 1942;

Vu le bordereau n° 62 A. P./I en date du 21 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 janvier 1942 précisant les dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies de la loi du 11 juillet 1938, en ce qui concerne les sanctions applicables en cas d'infractions aux arrêtés des chefs de territoires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu la loi du 11 juillet 1938;

Vu le règlement d'administration publique du 2 mai 1939 pris pour l'application de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article 10 du décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies de la loi du 11 juillet 1938 est modifié comme suit : « les sanctions applicables en cas d'infraction à ces dispositions sont celles prévues aux quatrième, « cinquième et sixième alinéas de l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 ».

ART. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat à la défense nationale et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 12 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat à la défense nationale,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*

par intérim,
Amiral DARLAN.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Mariages

ARRETE N° 181 promulguant au Togo le décret du 16 janvier 1942 étendant au territoire du Togo le décret du 15 juin 1939 réglementant les mariages entre indigènes en A. O. F. et en A. E. F.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 16 janvier 1942;

Vu le bordereau n° 85 A. P./I en date du 5 mars 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 16 janvier 1942 étendant au territoire du Togo le décret du 15 juin 1939 réglementant les mariages entre indigènes en A. O. F. et en A. E. F.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 15 juin 1939;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues au territoire du Togo les dispositions du décret précité du 15 juin 1939, réglementant les mariages entre indigènes en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 16 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,
Général BERGERET.

DECRET du 15 juin 1939 portant réglementation des mariages entre indigènes en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des colonies;
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, la femme, avant quatorze ans révolus, l'homme avant l'âge de seize ans, ne peuvent contracter mariage.

ART. 2. — Le consentement des futurs époux est indispensable à la validité du mariage.

Seront nulles de plein droit, sans que la partie qui se dirait lésée par la prononciation de la nullité puisse, de ce fait, réclamer aucune indemnité :

1^o — Toute convention matrimoniale concernant la fillette impubère, qu'elle soit, ou non, accompagnée du consentement de la fille;

2^o — Toute convention matrimoniale concernant la fille pubère, lorsque celle-ci refuse son consentement;

3^o — Toute revendication de veuve ou de toute autre personne faisant partie d'une succession coutumière, lorsque cette personne refuse de se rendre chez l'héritier auquel elle est attribuée.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des colonies intéressées et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 15 juin 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Budget local

Ouverture de crédits

ARRETE N° 179 promulguant au Togo le décret du 19 janvier 1942 relatif à l'approbation d'un arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1941).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 janvier 1942;

Vu le bordereau n° 85 A. P./I en date du 5 mars 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 janvier 1942 relatif à l'approbation d'un arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1941).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de France au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 28 juin 1941 approuvant le budget local du Togo, exercice 1941;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 645, pris par le commissaire de France au Togo, en conseil d'administration le 20 novembre 1941, portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1941).

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 19 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies,
par intérim,

Général BERGERET.

(Arrêté n° 645 du 20 novembre 1941 publié au J. O. Togo du 16 février 1942 — page 158).

Opérations immobilières

ARRETE N° 172 promulguant au Togo le décret du 4 février 1942 complétant le décret du 8 août 1941 relatif aux opérations immobilières en A. O. F. et au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 8 août 1941 relatif aux opérations immobilières en A. O. F. et au Togo, promulgué au Togo le 6 octobre 1941;

Vu le décret du 4 février 1942;

Vu le bordereau n° 1541/r.4 en date du 17 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 février 1942 complétant le décret du 8 août 1941 relatif aux opérations immobilières en A. O. F. et au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'A. O. F. modifié par les décrets des 4 septembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 16 novembre 1940 relative aux opérations immobilières modifiée par la loi du 8 septembre 1941;

Vu le décret du 8 août 1941 relatif aux opérations immobilières en A. O. F. et au Togo;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 8 août 1941 susvisé est complété comme suit :

« Tout partage ou tout acte ou opération ayant pour effet de transmettre ou d'attribuer de quelque manière que ce soit à un associé ou à un tiers la pleine propriété, la nue propriété ou l'usufruit d'immeubles dépendant de l'actif d'une société ».

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux *Journaux officiels* de l'A. O. F. et du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 4 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Indemnité de zone

ARRETE N° 2 fixant à compter du 1^{er} janvier 1942 les taux de l'indemnité de zone à allouer aux personnels européen et indigène.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les actes subséquents qui l'ont modifié,

en particulier l'article 93 dudit règlement ensemble le décret du 31 août 1935;

Vu l'arrêté n° 233 du 5 mai 1937 relatif à l'indemnité de zone à allouer au personnel européen, modifié par erratum en date du 16 octobre 1937;

Vu l'arrêté n° 232 du 5 mai 1937 relatif à l'indemnité de zone à accorder au personnel des cadres locaux indigènes;

Vu l'arrêté n° 674 du 9 décembre 1938 fixant pour l'année 1939 les taux de l'indemnité de zone à allouer au personnel européen;

Vu l'arrêté n° 674 bis du 9 décembre 1938 fixant pour l'année 1939 les taux de l'indemnité de zone à allouer au personnel des cadres locaux indigènes;

Vu l'arrêté n° 511 du 6 décembre 1940 rendant applicables en 1941 les taux en vigueur en 1939;

Vu l'arrêté n° 414 du 31 juillet 1941 fixant l'indemnité de zone pour le 2^e semestre 1941;

Vu le télégramme n° 509 F./2 du 28 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 8 janvier 1942;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de l'indemnité de zone fixés pour le 1^{er} semestre 1941 par arrêté n° 511 du 6 décembre 1940 et pour le 2^e semestre 1941 par arrêté n° 414 du 31 juillet 1941 sont modifiés comme suit, à compter du 1^{er} janvier 1942 :

1^o — Fonctionnaires des cadres généraux et locaux européens :

A. — Célibataires ou mariés sans enfants :

SOLDE de présence	De 0 à 15.000	De 15.001 à 17.800	De 17.801 à 20.000	De 20.001 à 25.000	De 25.001 à 33.000	De 33.001 à 38.000
1 ^o — ZONE	25,50	21,75	19,50	15,75	13,50	6,75
2 ^o — ZONE	17,25	15,75	13,50	9,75	7,50	3,75

B. — Fonctionnaires susvisés ayant un ou plusieurs enfants à leur charge :

SOLDE de présence	De 0 à 15.000	De 15.001 à 17.800	De 17.801 à 20.000	De 20.001 à 25.000	De 25.001 à 33.000	De 33.001 à 38.000
1 ^o — ZONE	35,25	30,—	27,—	23,25	20,25	13,50
2 ^o — ZONE	27,—	24,—	21,75	17,25	14,25	9,—

2^o — Personnel des cadres indigènes :

A. — Première catégorie :

1 ^{re} zone	6,—
2 ^e zone	3,75
3 ^e zone	1,85

B. — Deuxième catégorie :

1 ^{re} zone	3,—
2 ^e zone	1,50
3 ^e zone	1,10

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé le 1^{er} janvier 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 114 F./2 en date du 17 mars 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

Essence

Par arrêté n° 679 S. E. du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française du 18 février 1942; pris en commission permanente du conseil de gouvernement, l'article 7, paragraphe « Transports administratifs » de l'arrêté n° 4538 E. C. du 24 décembre 1941 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 7. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux transports de personnel et matériel de l'administration. Toutefois des dotations d'essence seront réservées à certains services d'intervention immédiate :

Sapeurs-pompiers : sans limitation.

Police } Uniquement en vue de l'exécution des
Santé } missions imprévues.

Service autonome de la maladie du sommeil : uniquement en vue du contrôle indispensable des centres de traitement.

Pour ces trois derniers services il ne pourra en principe être conservé dans chaque centre ou dans chaque secteur en ce qui concerne le service de la maladie du sommeil, plus d'un véhicule ou d'une ambulance fonctionnant exclusivement à l'essence.

Hydrocarbures

ARRETE N° 685 S. E. portant interdiction de la fabrication d'hydrocarbures à partir d'huiles ou beurres d'origine végétale.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, instituant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 11 juillet 1938 portant organisation de la nation pour le temps de guerre; ensemble le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies de la dite loi et notamment en son article 10 modifié par le décret du 12 janvier 1942;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite sur toute l'étendue de l'Afrique française la fabrication des hydrocarbures à partir des huiles ou beurres d'origine végétale (arachides, palmes et palmistes, ricin, coprah, coton, sésame, karité, etc...).

ART. 2. — Des dérogations à cette interdiction pourront, toutefois, être accordées par le chef de la colonie ou du territoire intéressé.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues aux quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 susvisée.

ART. 4. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le commissaire de France au Togo et le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 18 février 1942.
P. BOISSON.

Service des transmissions**Taxes postales**

ARRETE N° 834/D. T. fixant certaines taxes postales.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu l'instruction n° 1 sur le service des postes, télégraphes et téléphones en A. O. F. rendue exécutoire par décision n° 165 du 3 février 1918;

Vu l'arrêté n° 1241/A. P. du 23 mai 1930, promulguant en A. O. F. certains articles de la loi des finances du 16 avril 1930, notamment l'article 90;

Vu l'ensemble des textes généraux et locaux portant modification des taxes et tarifs postaux dans les relations du régime international;

Vu la loi du 21 octobre 1940, promulguée en A. O. F. par l'arrêté n° 401/A. P. du 31 janvier 1941, relative à l'arrondissement au décime des recettes et dépenses publiques;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A. O. F. promulgué par arrêté n° 4190/A. P. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté n° 4210/r. P., du 3 décembre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A. O. F.;

Vu le décret du 9 janvier 1942, relatif à l'exécution de la convention postale universelle signée à Buenos-Aires le 23 mai 1939;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taxes postales du régime international à percevoir en Afrique occidentale française et au Togo pour les objets de correspondance désignés dans le présent article sont fixées comme suit :

a) Lettres :

	Frs.
De 0 à 20 grammes	4,—
Par 20 grs. ou fraction de 20 grs. en sus	2,40

b) Cartes postales :

Cartes postales simples	2,40
Cartes postales avec réponse payée	4,80

c) Papiers d'affaires :

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes	0,80
(avec minimum de perception de 4 francs)	

d) Imprimés :

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes	0,80
--	------

e) Impressions en relief à l'usage des aveugles :

Par 1.000 grs. ou fraction de 1.000 grs.	0,30
--	------

f) Echantillons :

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes	0,80
(avec minimum de perception de 1 fr., 60)	

g) Petits paquets :

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes	1,60
(avec minimum de perception de 8 frs.)	

h) Recommandation :

Droit fixe	4,—
----------------------	-----

ART. 2. — Les journaux et écrits périodiques définis par l'article 90 de la loi des finances du 16 avril 1930 expédiés directement par les éditeurs ou leurs mandataires, bénéficient d'une réduction de 50% sur le tarif général des imprimés dans les relations avec les pays qui ont donné ou donneront leur assentiment à l'application de cette mesure; la même réduction est concédée, sous la même réserve et quels que soient les expéditeurs, aux livres ainsi qu'aux brochures, papiers de musique et cartes géographiques à l'exception de toute publicité ou réclames autres que celles qui figurent sur la couverture ou les pages de garde des volumes. La taxe à percevoir, après l'abattement prévu, sera, le cas échéant, arrondie au décime supérieur et ne pourra être inférieure à la taxe applicable aux mêmes objets dans le régime intérieur.

ART. 3. — En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature en provenance des pays étrangers sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe égale au double de l'affranchissement manquant ou de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse être inférieure à 80 centimes.

Cette taxe sera, le cas échéant, arrondie au décime supérieur.

ART. 4. — Les objets de correspondance originaires des pays étrangers adressés poste restante, sont passibles des taxes prévues pour les mêmes objets dans le régime intérieur.

ART. 5. — L'expéditeur de tout objet recommandé à destination des pays étrangers participant au service des avis de réception peut demander soit au moment du dépôt, soit postérieurement, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Si l'avis de réception est demandé au moment même du dépôt de l'objet, le droit à payer est de 4 francs. Ce droit est fixé à 6 francs lorsque la demande est présentée postérieurement au dépôt dudit objet.

Les réclamations, demandes de renseignements relatives aux objets recommandés pour lesquels la taxe de l'avis de réception n'a pas été acquittée donnent lieu à la perception d'un droit fixe de 6 francs. Ce droit peut être remboursé s'il est reconnu qu'il y a faute du service postal.

ART. 6. — Sous réserve des exceptions au principe de la responsabilité prévues par la convention postale universelle, le montant maximum de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé du régime international est fixée à 500 francs.

ART. 7. — La taxe à percevoir pour les objets de correspondance distribuables par exprès destinés aux pays étrangers qui admettent ce mode de remise est fixée à 8 francs.

ART. 8. — Les envois postaux originaires de l'étranger et reconnus contenir des objets passibles de droits et taxes perçus par le service des douanes sont, en outre, passibles d'une taxe de dédouanement de 5 frs. perçus au profit du service postal.

ART. 9. — La délivrance des cartes d'identité donne lieu à la perception d'une taxe de 10 francs.

ART. 10. — Le prix de vente des coupons-réponse est fixé à 7 francs.

ART. 11. — Le présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires et qui prendra effet le 1^{er} avril 1942 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 mars 1942.

P. BOISSON.

Mandats

ARRETE N° 835/D. T. relatif à l'échange des mandats et au droit à percevoir.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu l'instruction n° 1 sur le service des postes, télégraphes et téléphones en A. O. F., rendue exécutoire par décision n° 165 du 3 février 1918;

Vu le décret du 28 mai 1930, relatif à l'échange des mandats-poste, par l'intermédiaire de l'administration métropolitaine entre les colonies françaises et les pays étrangers promulgué par arrêté n° 1541/A. P. du 23 juin 1930;

Vu l'ensemble des textes généraux et locaux portant modification des droits applicables aux mandats-poste à destination des pays étrangers;

Vu la loi du 21 octobre 1940, promulguée en A. O. F. par l'arrêté n° 401/A. P. du 31 janvier 1941 relative à l'arrondissement au décime des recettes et dépenses publiques;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A. O. F. promulgué par arrêté n° 4190/A. P. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté n° 4210/T. P., du 3 décembre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A. O. F.;

Vu le décret du 9 janvier 1942, relatif à l'exécution de l'arrangement international concernant les mandats de poste signé à Buenos-Aires le 23 mai 1939;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des dispositions légales ou réglementaires concernant l'échange des mandats, le droit à percevoir en A. O. F. et au Togo sur les mandats à destination des pays adhérents à l'arrangement international du 23 mai 1939, se compose pour chaque mandat :

- 1° — d'un droit fixe de 3 francs;
- 2° — d'un droit proportionnel de 0,50 par 100 frs. ou fraction de 100 francs.

ART. 2. — La taxe de l'avis de paiement d'un mandat est fixée à 4 francs si la demande est présentée au moment de l'émission et à 6 francs si la demande est formulée postérieurement au dépôt.

Toute demande de renseignements concernant le sort d'un mandat pour lequel un avis de paiement n'a pas été demandé au moment de l'émission donne lieu à la perception de la taxe de 6 francs; cette taxe est remboursée lorsque l'enquête établit que le mandat n'a pas atteint son but par suite d'une faute de service.

ART. 3. — La réclamation concernant un mandat émis par un office à destination d'un autre pays étranger est soumise à la taxe de 6 francs.

ART. 4. — Les mandats, qui, par la faute de l'expéditeur ou du destinataire, devront être soumis à la formalité du visa pour date, seront passibles d'une taxe de 6 francs.

ART. 5. — Les mandats originaires des pays étrangers adressés poste restante sont passibles des taxes prévues pour le régime intérieur.

ART. 6. — Le présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires et qui prendra effet le 1^{er} avril 1942, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 mars 1942.

P. BOISSON.

Transports postaux aériens

ARRETE N° 836 D. T. fixant les conditions de rémunération des transports postaux aériens.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'A. O. F. modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A. O. F., promulgué par arrêté n° 4190 A. P. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté n° 4210 T. P. du 3 décembre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A. O. F.;

Vu les arrêtés n° 1949 du 31 mai 1941, et n° 2528 du 16 juillet 1941, portant révision des surtaxes aériennes;

Vu les lettres : n° 3447 D. E. du 29 avril 1941, du secrétaire d'Etat aux colonies;

N° D. 320.240 c/2 du 16 mai 1941, du directeur commercial à Marseille de la Cie Air-France;

N° 395 s. c. du 30 juin 1941, du chef d'agence à Dakar de la Cie Air-France;

N° 3 du 2 janvier 1942, de l'agent général à Dakar de la Cie des Chargeurs Réunis;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 1^{er} juillet 1941, les conditions de rémunération des transports postaux aériens sont fixées comme suit :

PARCOURS	Rémunération des transports postaux au kilogramme brut de correspondances	
	Lettres, cartes,	autres objets
1 ^o) — Dans les limites de l'A. O. F. et du Togo ...	frs. 400	frs. 80
2 ^o) — A. O. F. — France ...	658	131,60
3 ^o) — A. O. F. — Maroc ...	560	112
4 ^o) — A. O. F. — Algérie ...	560	112
5 ^o) — A. O. F. — Tunisie ...	610	122

ART. 2. — Pour la période comprise entre la date de cessation des hostilités et le 30 juin 1941 inclus, la Compagnie « Air France » sera rémunérée sur les bases suivantes :

PARCOURS	Rémunération des transports postaux au kilogramme brut de correspondances	
	Lettres, cartes,	autres objets
Dakar — Niamey	frs. 150	frs. 30
Sénégal-Mauritanie. {	France	400 80
	Maroc	300 60
	Algérie	300 60
	Tunisie	350 70
Autres Colonies de l'A. O. F. et Togo. {	France	500 100
	Maroc	400 80
	Algérie	400 80
	Tunisie	450 90

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 mars 1942.

P. BOISSON.

Lait

ARRETE N° 155 complétant l'arrêté n° 590 du 21 octobre 1941 portant réglementation de la vente du lait d'importation au Territoire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué par arrêté n° 634 D. N. du 2 septembre 1939;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté du 10 novembre 1939;

Vu l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940 ordonnant la déclaration obligatoire des denrées dites de première nécessité;

Vu l'arrêté n° 590 du 21 octobre 1941 réglementant la consommation du lait d'importation au Territoire;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 11 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 590 du 21 octobre 1941 réglementant la consommation du lait d'importation est complété comme suit :

Ajouter au paragraphe premier : et à défaut, de lait frais local, aux malades.

ART. 2. — La production d'un bon d'achat sera exigée des consommateurs ou acheteurs qui voudront obtenir du lait de conserve.

ART. 3. — Les bons d'achat seront délivrés, par l'administrateur-maire, commandant de cercle ou chef de subdivision qui devront exiger toutes justifications utiles et notamment, pour les malades, des certificats médicaux.

Ces bons devront mentionner le nom du vendeur et celui-ci sera tenu de les conserver pour les mettre à l'appui de sa déclaration mensuelle de stock.

ART. 4. — Le lait concentré sucré est réservé aux nourrissons jusqu'à 12 mois.

Le lait concentré non sucré et le lait stérilisé sont réservés aux enfants jusqu'à 8 ans et aux malades.

ART. 5. — Des autorisations exceptionnelles de vente libre pourront être données pour des stocks menacés de détérioration, après avis du chef du service des fraudes.

ART. 6. — Les certificats médicaux établis en application de l'article 3 seront libellés de la façon suivante :

a) Pour les enfants au-dessus de 8 ans et pour les malades :

1^o — Age;

2^o — Diagnostic détaillé justifiant la prescription du lait;

3^o — Quantité de lait prescrite;

4^o — Durée de la prescription (quinze jours au maximum pour les affections aiguës, un mois pour les chroniques).

b) Pour les nourrissons jusqu'à un an :

1^o — Age;

2^o — Allaitement mixte ou allaitement artificiel complet;

3^o — Quantité de lait prescrite;

4^o — Durée de la prescription (un mois au maximum).

ART. 7. — Les infractions au présent arrêté sont passibles, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre.

ART. 8. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de poste.

Lomé, le 11 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Emballages de carburants

ARRETE N° 156 portant modification de l'arrêté n° 640 du 20 novembre 1941 fixant les taux de consignation des emballages de carburants.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté local 629 p. n. du 21 septembre 1939 sur le régime de la conservation de la cession, du transport et de l'utilisation des combustibles et huiles de graissage en cas de mobilisation;

Vu l'arrêté n° 640 du 20 novembre 1941 fixant les taux de consignation des emballages de carburants au Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 11 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 640 du 20 novembre 1941 est modifié comme suit :

Fût de 200 litres léger 500 frs.

Fût de 200 litres lourd 500 —

Fût de 50 litres 250 —

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Personnel indigène

Permissions

ARRETE N° 159 réglementant à nouveau les congés annuels du personnel indigène des cadres locaux du Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934, réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo, à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer, et notamment l'article 18;

Vu l'arrêté n° 239 du 1^{er} mai 1934, réglant le statut du personnel des cadres locaux indigènes des travaux publics, de la T. S. F. et des chemins de fer et du wharf du Togo et notamment l'article 4;

Vu l'arrêté n° 342 du 21 juin 1934, réglementant les congés annuels du personnel indigène des cadres locaux du Togo;

Vu l'arrêté n° 305 du 1^{er} juin 1938, portant modification aux conditions de recrutement et de permissions du personnel des cadres locaux indigènes du Togo et notamment l'article 2;

Vu l'arrêté n° 481 du 24 novembre 1940, modifiant le paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté n° 305 du 1^{er} juin 1938 susvisé;

Vu l'arrêté n° 376 du 16 juillet 1941, modifiant l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934, réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté n° 722 du 20 décembre 1929, portant règlement sur le régime des déplacements du personnel indigène en service dans le territoire du Togo et les actes qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté n° 480 du 30 août 1934;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 11 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 18 de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 susvisé (paragraphe 1^{er} — congés annuels), modifié ou complété par les arrêtés nos 342 du 21 juin 1934, 305 du 1^{er} juin 1938, 481 du 24 novembre 1940 et 376 du 16 juillet 1941 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 18 nouveau. — I. — Des permissions annuelles avec traitement peuvent être accordées par décision du Commissaire de France aux agents des cadres locaux indigènes du Togo après avis de leur chef de service, dans les conditions définies ci-après :

Pour l'attribution des permissions, en ce qui concerne leur durée, le territoire du Togo est divisé en trois zones :

1^{re} zone : cercles de Lomé et d'Anécho;

2^e zone : cercle du Centre;

3^e zone : cercles de Sokodé et subdivision autonome de Mango.

La durée des permissions, délais de route non compris, est fixée à :

A. — Quinze jours :

1^o — Pour les togolais (nés à l'étranger ou non) originaires d'une localité comprise dans la zone où ils sont en service;

2^o — Pour tous les agents indigènes, sans distinction d'origine, obtenant une permission pour en jouir dans le cercle ou la subdivision autonome où ils sont en service.

B. — Vingt jours :

Pour les togolais originaires ou bien d'une localité comprise dans la première zone et en service dans la deuxième zone ou inversement, ou bien originaires de la deuxième zone et en service dans la troisième zone ou inversement, obtenant une permission pour se rendre dans leur zone d'origine.

C. — Trente jours :

Pour les togolais originaires de la première zone, en service dans une circonscription de la troisième zone ou inversement, désireux de se rendre dans leur zone d'origine.

Le bénéfice de la durée de trente jours est également accordé à tous les originaires du Dahomey, en service dans une circonscription quelconque du Territoire, désireux de se rendre dans leur pays d'origine.

II. — L'obtention des permissions ci-dessus déterminées est subordonnée à l'accomplissement d'une période minimum de présence effective d'une année en service ou depuis le retour de la dernière permission annuelle.

Toutefois, pour le personnel de l'enseignement, les permissions annuelles ne pourront être accordées que pendant la période des grandes vacances.

III. — Lorsque des motifs graves nécessitent une décision urgente comme dans les cas de maladie grave, d'accident ou de décès d'un proche parent, des permissions exceptionnelles dont la durée totale ne peut excéder *huit jours*, peuvent être accordées par les chefs de service ou de circonscription à la condition d'en rendre compte immédiatement au Commissaire de France.

La durée de ces autorisations exceptionnelles vient en déduction de la permission annuelle de l'année en cours, si elle n'a pas été encore obtenue, ou de celle de l'année suivante si l'agent en a déjà bénéficié.

IV. — Les agents des cadres locaux se rendant en permission annuelle ou en revenant n'ont droit à la gratuité du transport qu'une fois tous les cinq ans.

Le délai de cinq ans courra, pour chaque intéressé, à compter du dernier congé ou permission qui lui a été octroyé antérieurement au présent arrêté.

V. — Les permissions annuelles définies au paragraphe 1^{er} du présent article peuvent être cumulées pendant une période maximum de trois ans.

VI. — Les agents qui ne demanderont pas à bénéficier de permission depuis plus de trois ans, ne pourront faire valoir leur droit que pour une permission dont la durée totale, délais de route non compris, ne pourra excéder quarante-cinq, soixante ou quatre-vingt dix jours, suivant leur pays d'origine.

VII. — Par dérogation aux dispositions des paragraphes I et VI ci-dessus, des permissions exceptionnelles dont la durée maximum, délais de route compris, ne peut dépasser quarante-cinq jours, peuvent être accordées tous les trois ans sans permission d'aucune sorte, par le Commissaire de France aux agents des cadres locaux indigènes du Togo pour se rendre dans une colonie du groupe de l'A. O. F. à la condition qu'ils y aient des membres de leur famille.

Ces permissions ne donnent pas droit à la gratuité du voyage prévue au paragraphe IV du présent article.

VIII. — Tout agent, titulaire d'une permission annuelle ou exceptionnelle sera muni d'une feuille de déplacement délivrée par le chef du bureau des finances pour les agents en service à Lomé et par le chef

de circonscription pour les agents en service dans les cercles ou subdivision autonome.

La feuille de déplacement devra comporter tous les visas réglementaires aussi bien à aller qu'au retour et sera remise par l'agent, au retour de congé, soit au chef du bureau des finances, soit au chef de circonscription qui la fera parvenir aussitôt au Commissaire de France (bureau du personnel) pour contrôle et classement au dossier de l'intéressé.

IX. — La date d'entrée en jouissance d'une permission annuelle est celle de l'arrivée au lieu de destination si le voyage est effectué dans les délais de route calculés d'après les usages établis; dans le cas contraire, le point de départ court du jour de l'expiration des délais de route.

X. — Les permissions annuelles ou exceptionnelles définies aux paragraphes I, VI et VII ci-dessus, ne pourront être accordées que pour une seule destination.

XI. — Toute permission court du jour où l'agent quitte son service jusqu'au jour où il le reprend.

XII. — L'agent qui, étant en permission, rentre après le terme fixé pour l'expiration de sa permission, ne reçoit, outre les peines disciplinaires qu'il pourra encourir, aucune solde pour la durée de son absence illégale, à moins que le retard n'ait été causé par une circonstance de force majeure dûment constatée, ou par maladie, survenues avant l'expiration de la dite permission.

Dans ces deux cas, l'intéressé doit prévenir immédiatement son chef direct en produisant les justifications administratives ou médicales nécessaires.

Dans chacun de ces deux cas, le chef de service ou de circonscription rend immédiatement compte au Commissaire de France de l'absence illégale dont la durée motivée par une raison autre que celle de maladie sera prélevée sur la prochaine permission annuelle dont l'intéressé pourra bénéficier.

XIII. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables au personnel de tous les cadres locaux indigènes du Territoire.

ART. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 376 du 16 juillet 1941 susvisé.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du premier avril 1942, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Peste bovine

ARRETE N° 164 abrogeant l'arrêté n° 32 déclarant infectée de peste bovine la ville de Palimé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et l'élevage;

Vu l'arrêté n° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu le rapport n° 63 du 10 mars 1942 de l'inspecteur vétérinaire à Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 32 du 15 janvier 1942 déclarant infectée de peste bovine la ville de Palimé.

ART. 2. — Le commandant du cercle du Centre, le chef de la subdivision de Klouto et l'inspecteur vétérinaire et de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Police sanitaire du bétail

ARRETE N° 165 modifiant et complétant l'arrêté n° 269 du 30 mai 1941 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les décrets des 7 décembre 1915 et 14 avril 1920 relatifs à la police sanitaire des animaux en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 26 juillet 1934 réglementant la circulation du bétail et instituant le contrôle sanitaire sur les zones frontalières du Togo;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux au Togo;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté n° 269 du 30 mai 1941 modifiant l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 susvisé;

Vu le rapport n° 63 du 10 mars 1942 de l'inspecteur vétérinaire à Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 269 du 30 mai 1941 est ainsi modifié :

Le transit sur la voie sanitaire n° 1 est soumis aux conditions suivantes :

Les troupeaux en provenance du Niger ou du Haut-Dahomey seront réunis, parqués et mis en quarantaine à Mango.

Le départ sur le sud aura lieu les 1^{er}, 10 et 20 de chaque mois.

Les troupeaux seront accompagnés (encadrement à la charge des commandants de cercle et chefs de subdivision) jusqu'à Atakpamé, d'où ils seront dirigés sur les lieux de vente.

A leur passage à Bassari, le certificat sanitaire sera visé et modifié suivant les achats et les ventes.

A Sokodé, aura lieu un contrôle vétérinaire et une quarantaine de 15 jours sera obligatoire pour tous les animaux devant quitter ce cercle. Il seront groupés et conduits tous les 15 jours sur Atakpamé.

ART. 2. — Les animaux venant du nord du Territoire devront rester au moins dix jours à Atakpamé et ne pourront être conduits à de nouvelles destinations sans avoir été visités par un agent de l'inspection vétérinaire, ou un agent d'hygiène sous le contrôle du médecin-chef de la subdivision sanitaire.

ART. 3. — Les commandants des cercles de Sokodé et d'Atakpamé, l'inspecteur vétérinaire, le médecin-chef de la subdivision sanitaire d'Atakpamé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Cours public de langue Ewé

DECISION N° 198 portant organisation du cours public de langue ewé pour l'année scolaire 1942.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 627 du 30 novembre 1937 plaçant le cours public de langue ewé sous l'autorité du chef du service de l'enseignement et instituant un brevet de connaissance pratique de langue ewé;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le cours public de langue ewé institué par l'arrêté n° 627 du 30 novembre 1937 susvisé, aura lieu, pour l'année 1942, du 20 mars au 20 novembre, à raison de 2 séances par semaine.

Il sera professé par M. Savi de Tové dans l'une des salles de la documentation générale du Territoire.

ART. 2. — Le programme comportera :

1° — L'étude du vocabulaire et de la grammaire ewé;

2° — La pratique de la lecture et de l'écriture de la langue;

3° — La pratique de la traduction orale et écrite français-ewé et ewé-français.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Véhicules à gazogène

ARRETE N° 180 portant location des véhicules à gazogène administratifs au commerce local.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 330 du 10 juin 1938 réglementant les moyens de transport administratif du Togo;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les camions gazogène du garage central et des garages annexes peuvent effectuer des transports de produits destinés au ravitaillement de la métropole, sur autorisation donnée par le Commissaire de France (service des travaux publics).

ART. 2. — Les transports seront payés au prix de 2 frs., 56 par tonne de charge utile offerte par le véhicule et par kilomètre compté à la descente. Les transports éventuels à la montée se feront au prix ci-dessus réduit du tiers. Ces prix seront passibles de la majoration de 25% pour cession aux particuliers. L'administration prend à sa charge le chauffeur, le combustible et les lubrifiants.

ART. 3. — Les commerçants dégagent entièrement la responsabilité de l'administration en cas de retards et d'accidents de toutes natures aux personnes et aux produits transportés. A l'exclusion du personnel de manutention ou de surveillance pouvant être transporté avec les produits, aucune personne étrangère ne sera autorisée à prendre place sur les camions.

ART. 4. — La redevance due par le commerçant sera décomptée d'après les inscriptions portées sur le carnet de route et certifiées par le chef du garage.

ART. 5. — Le chef du service des travaux publics, le chef du bureau des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Droits d'enregistrement et de timbre

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo placé sous le mandat de la France (numéro spécial J. O. Togo du 10 mars 1942).

Page 247 — 2^e colonne.

Article 284 — 4^e paragraphe.

Au lieu de :

Chaque contravention à cette prescription est punie de l'amende prévue à l'article 12 du décret du 1^{er} juin 1932 portant réglementation du service des douanes en A. O. F.

Lire :

Chaque contravention à cette prescription est punie de l'amende prévue à l'article 12 du décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous mandat français.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL INDIGÈNE

Révocation

Par arrêté n° 173 du :

18 mars 1942. — Est rapporté l'arrêté n° 537 du 26 septembre 1941 portant révocation de M. Folly Michel, commis d'administration principal de 3^e classe du cadre local indigène du Togo.

Par arrêté n° 176 du :

20 mars 1942. — L'instituteur-adjoint de 3^e classe Wilson Jean est révoqué de son emploi pour inaptitude professionnelle et fautes graves répétées dans le service.

Forces de Police

Retraites — Gratifications

Par arrêté n° 174 du :

18 mars 1942. — Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour compter du 1^{er} janvier 1942, les miliciens et gardes de cercle dont les noms suivent, rayés des contrôles des forces de police du Territoire :

Tanoga, adjudant-chef, N° Mle 392;

N'Guissa, adjudant, N° Mle 395;

Niofam, adjudant, N° Mle M/4. A. T.;

Tiéoura Bougono, brigadier-chef de 2^e classe, N° Mle 347.

Mama Ouro, brigadier de 2^e classe, N° Mle 991;

Kouabizou, Sergent, N° M/371 A. C.;

Gbati Nappa, garde de 1^{re} classe, N° Mle 917.

RECTIFICATIF à la décision n° 95 du 9 février 1942 portant octroi de gratification.

Au lieu de :

Tépié, 2 ^e classe	75 francs
Kadjaka, 2 ^e classe	75 —
Gbado Michel, 2 ^e classe	75 —
Tchalam, 2 ^e classe	75 —
Karango, 2 ^e classe	75 —
Salifou Agorigo, 2 ^e classe	75 —
Boukari Sbati, 2 ^e classe	75 —

Lire :

Tépié, 2 ^e classe	175 francs
Kadjaka, 2 ^e classe	175 —
Gbado Michel, 2 ^e classe	175 —
Tchalam, 2 ^e classe	175 —
Karango, 2 ^e classe	175 —
Salifou Agorigo, 2 ^e classe	175 —
Boukari Sbati, 2 ^e classe	175 —

Agents auxiliaires

Démission

Par décision n° 215 du :

20 mars 1942. — Est acceptée, pour compter du 16 mars 1942, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Dugbé Jean, pour convenances personnelles.

Licenciements

Par décision n° 188 du :

12 mars 1942. — L'agent auxiliaire stagiaire Fio-klou Pierre est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} mars 1942 pour abandon de poste.

Par décision n° 201 du :

18 mars 1942. — Sont licenciés de leur emploi pour compter du 1^{er} avril 1942, pour inaptitude professionnelle, les agents auxiliaires dont les noms suivent :

Amouzou Adjéoda,	Géraldo Mounirou,
Sémégbo Amouzouvi,	Edoh Adankoussey,
Kpètèkpètè,	Akakpo Badagbo.

Par décision n° 214 du :

20 mars 1942. — L'agent auxiliaire Madjidou est licencié de son emploi pour faute grave en service, à compter du jour de la signature de la présente décision.

DIVERS**Avance de solde**

Par arrêté n° 161 du :

11 mars 1942. — Est mise à la charge du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, la somme de : deux mille quatre cent seize francs soixante six centimes (2.416 frs., 66) montant de l'avance de 2 mois de solde accordée par décision n° 43 du 12 janvier 1942 à M. Combe Roger, chef de district de 1^{re} classe du cadre local du Togo.

Bourse

Par arrêté n° 163 du :

13 mars 1942. — Le taux annuel de la bourse d'études accordée pour l'année scolaire 1941-1942 à M. Akakpo André, étudiant en médecine à Paris, par l'arrêté n° 635 du 19 novembre 1941, est porté de 12.000 à 15.000 francs pour compter du 1^{er} mars 1942.

Débet

Par arrêté n° 162 du :

11 mars 1942. — Le nommé Jean Schneider, ex-facteur des chemins de fer du Togo, est déclaré en débet envers le Territoire d'une somme de : deux cent cinquante deux francs quatre-vingt dix centimes (252 frs., 90).

Délégation de signature

Par décision n° 202 du :

18 mars 1942. — M. Laugier Maurice, ingénieur de 4^e classe des colonies, est délégué pour compter du 19 mars 1942 pour la signature des pièces comptables du budget annexe du chemin de fer du Togo et du wharf de Lomé.

Frais funéraires

Par décision n° 204 du :

18 mars 1942. — Est accordée à M. Joseph Yovo, domicilié à Lomé, la somme de trois cents francs (300 frs.) au titre de remboursement des frais funéraires supportés par lui à l'occasion du décès de son frère Yovo Emmanuel, ex-facteur auxiliaire au réseau des chemins de fer, survenu à Lomé le 30 décembre 1941.

Indemnités de transport

Par décision n° 185 du :

12 mars 1942. — L'agent indigène Ali Lantam, surveillant des P. T. T. est autorisé, pour compter du 1^{er} avril 1942, à utiliser durant l'année 1942, sa bicyclette pour les besoins du service. A cet effet, il percevra une indemnité de transport de 25 francs par mois payable trimestriellement.

Par décision n° 186 du :

12 mars 1942. — L'agent indigène Rinkliff Jean, infirmier vétérinaire est autorisé, pour compter du 1^{er} avril 1942, à utiliser durant l'année 1942, sa bicyclette pour les besoins du service. A cet effet, il percevra une indemnité de transport de 25 francs par mois payable trimestriellement.

Par décision n° 199 du :

18 mars 1942. — L'agent indigène Anani Christophe, infirmier de 2^e classe est autorisé, pour compter du 1^{er} avril 1942, à utiliser pour l'année 1942, sa bicyclette pour les besoins du service. A cet effet, il percevra une indemnité de transport de 25 francs par mois payable trimestriellement.

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 177 du :

20 mars 1942. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant cinq ans, pour compter du 21 octobre 1941, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Alassani, 18 ans environ, né à Alédjo-Koura (Dahomey), fils de Issa et de Mémouna, demeurant à Sokodé, incarcéré le 21 juillet 1941 et condamné par jugement n° 13 du 2 août 1941 du tribunal du premier degré de Sokodé à trois mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour vol.

Licences

Par arrêté n° 157 du :

11 mars 1942. — Sont accordées pour l'année 1942, les autorisations supplémentaires de licence ci-après :

CERCLE DE LOMÉ**Licence de 3^e classe :**

Comfort Ayivi 1 à Lomé

CERCLE DU CENTRE**Licence de 3^e classe :**

Jean Houchoro 1 à Atakpamé
A. G. Hadjopoulos 1 à Palimé

Métis

RECTIFICATIF à la décision n° 109 du 12 février 1942 accordant des allocations pour l'année 1942 à de jeunes métis résidant au Territoire.

CERCLE	ETABLISSEMENT	NOM DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER de l'ALLOCATION	PERSONNES HABILITÉES A PRENDRE LE MONTANT DES ALLOCAT.	RÉSIDENCE
Au lieu de :						
Sokodé Subdivision de Bassari	Mission Catholique de Bassari	Noël Novo	12 ans	2,25	Mme la Supérieure de la Mission Cathol. de Bassari	Bassari
Lire						
Sokodé Subdivision de Bassari	Mission Catholique de Bassari	Noël Novo	12 ans	3, —	Le Révérend Père de la Mission Cathol. de Bassari	Bassari

Résidence obligatoire

Par arrêté n° 154 du :

11 mars 1942. — Le nommé Anagonou Sokou, 38 ans environ, né à Avévé (cercle d'Anécho), fils de feu Amoussou Sokou et de feu Gbétossin Yéhoué, domicilié à Niamassila, incarcéré le 6 décembre 1941 pour vol et condamné le 18 décembre 1941 par le tribunal de premier degré d'Atakpamé à trois mois de prison et trois ans d'interdiction de séjour, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho pendant trois ans pour compter du 6 mars 1942, date d'expiration de sa peine de prison.

Secours

Par décision n° 203 du :

18 mars 1942. — Un secours éventuel de : Trois cents francs (300 frs.) est accordé à M. Joseph Yovo, frère aîné de l'ex-facteur auxiliaire du réseau Yovo Emmanuel, décédé à Lomé le 30 décembre 1941. Cette somme est destinée à l'entretien des 2 enfants en bas âge du décédé, lui même mutilé à la suite d'un accident en service.

Par arrêté n° 182 du :

21 mars 1942. — Un secours temporaire de Neuf cents francs (900 frs.) par an, renouvelable tous les trois ans, est accordé à Madame Dadjo Amoussou Tochenali, veuve du garde de cercle Amoussou, décédé en service.

Ce secours est payable par trimestre et à terme échu.

Subvention

Par décision n° 184 du :

11 mars 1942. — Une subvention de Vingt mille francs (20.000 frs.) est accordée au comité local de la Croix Rouge Française en vue de la participation au secours aux victimes des bombardements de la banlieue parisienne.

Surveillance des prix

Séance du 4 Mars 1942

S. C. O. A.

<i>Ciment " Trident " — Le sac de 50 kg.</i>	Frs 79,90
<i>Cigarettes " Nationales " — La cartouche de 25 paquets</i>	65,—
<i>Cigarettes " Nationales " — Le paquet</i>	2,60

R. EYCHENNE

<i>Allumettes " Le Jockey " — Le paquet de 10 boîtes</i>	5,75
--	------

Séance du 6 Mars 1942

Cls F. A. O.

<i>Farine lactée " Nestlé " — La boîte</i>	17,50
<i>Bicyclettes " Griffon " — La pièce</i>	1.796,—
<i>Fil à coudre blanc " Epi d'Or " — La fusette</i>	2,75
<i>Fil à coudre blanc " Merveilleux " — La fusette</i>	6,50
<i>Pâtes alimentaires " Lustucru " — Le kilo</i>	21,40

Séance du 10 Mars 1942

S. G. G. G.

<i>Vin rouge d'Algérie " Kaddour " — Le litre nu</i>	11,—
<i>Vin rouge d'Algérie " Kaddour " — La bott. de 70 cl.</i>	8,90
<i>Rhum " Mono St. Gilles " — La bouteille de 75 cl.</i>	54,—

U. A. C.

<i>Sel marin (Sénégal) — La tonne, en sacs de 100 kg.</i>	1.524,—
<i>Sel marin (Sénégal) — Le kilo</i>	1,75

G. B. O.

<i>Cuir manufacturé — Le kilo</i>	72,80
<i>Couteaux de poche — La pièce</i>	13,90
<i>Couteaux de poche — La pièce</i>	19,90
<i>Couteaux de poche — La pièce</i>	49,80
<i>Stylos " Rod " — La pièce</i>	25,25
<i>Stylos " Eric " — La pièce</i>	93,80

Séance du 14 Mars 1942

U. A. C.**Chaussures en caoutchouc (2 qualités)**

<i>La paire</i>	28,25
<i>Chaussures en caoutchouc — La paire</i>	21,75
<i>Chemises (col rabattu) — La pièce</i>	61,40
<i>Chemisettes (col rabattu) — La pièce</i>	36,40
<i>Fil à coudre " Merveilleux " — La fusette</i>	7,—
<i>Allumettes " Le Jockey " — Le paquet</i>	5,80
<i>Vin rouge d'Algérie " Kaddour " — Le litre nu</i>	11,20
<i>Savon (genre Marseille) — Le pain de 700 gr.</i>	8,70
<i>Savon (genre Marseille) — Le pain de 350 gr.</i>	4,35
<i>Savon (genre Marseille) — Le pain de 175 gr.</i>	2,15

Terrain domanial

Par arrêté n° 160 du :

11 mars 1942. — Le nommé Sam Kodjo Fiawoo, commerçant à Mango est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Mango, d'une superficie de 3 ares 65 centiares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges ci-annexé.

Textes publiés à titre d'information**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Importation**

DECRET du 27 décembre 1941 approuvant une délibération du conseil de gouvernement de l'Indochine portant fixation, pour 1942, de contingents annuels à l'importation.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 8 de la loi du 15 octobre 1940;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine portant fixation, pour l'année 1942, des contingents annuels à l'importation en Indochine;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 18 novembre 1941, portant fixation, pour l'année 1942, des contingents annuels à l'importation en Indochine énumérés à la liste annexée au présent décret.

ART. 2. — En conséquence, la liste C des contingents de marchandises originaires de France, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et des colonies françaises est jointe au présent décret.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 27 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

LISTE C
(En tonnes, poids net, sauf autrement spécifié.)

NUMÉRO du tarif (1)	DÉSIGNATION	PART de la France et de l'Algérie	PART des colonies et des protectorats	NUMÉRO du tarif (1)	DÉSIGNATION	PART de la France et de l'Algérie	PART des colonies et des protectorats
Ex. 17 bis (4)	Jambons cuits	9	0	Ex. 059 ter 073	Acétylène	0	0
19 A	Conserves de jambon demi-brut	40	0	0108	Acide sulfurique	300	0
19 B	Conserves de bœuf demi-brut	0	Madagas- car : 70	0114 bis	Chlorure de calcium	30	0
20 bis	Boyaux	0	0	Ex. 0151	Chlorate de soude	10	0
Ex. 26	Plumes à lit apprêtées	0	0	0156	Minium	100	0
30 B	Saindoux	0	0	1165 bis	Potasse caustique	15	0
Ex. 31	Margarine	45	0	0165 ter et quater	Soude caustique	1.000	0
35, 35 ter	Lait non sucré	40	0	0166	Carbonate de soude	500	0
35 quater	Lait concentré sucré	2.000	0	0175	Sulfate de soude	125	0
36	Fromages	400	0	0175	Oxyde de zinc	195	0
Ex. 37	Beurre frais	0	0	0203	Acide acétique	0	0
Ex. 43	Beurre salé	150	0	Ex. 214	Acide formique	450	0
45	Nids d'hirondelles	0	0	286, 287	Teintures, couleurs	300	0
46	Poissons frais	0	0	294, 296	Encres d'imprimerie	40	0
Ex. 47	Poissons secs	100	0	299, bis	Crayons	20	0
Ex. 47 et Ex. 49	Conserves sardines demi-net Conserves poissons autres que sardines	35 80	Maroc : 15 Tunisie : 20	301	Savons	230	0
67	Conserves autres crustacés demi-net	0	0	312	Amidons	65	0
68	Cornes de bétail	0	0	318	Tapioca	20	Madagascar : 100
Ex. 72	Farine froment	0	0	320	Cire à cacheter	50	0
76, 77	Mais en grains	0	0	321	Bougies	0	0
A D 77	Semoules, pâtes alimentaires	140	Tunisie : 5	351	Verres à vitres	1.000	0
78	Vermicelles dits chinois	0	0	359	Bouteilles vides	60	0
78 bis	Manioc	0	0	361	Lampes électriques	15	0
79	Sagou	0	0	Ex. 368	Fils coton simples écrus pour tissage	200	Pondichéry : 1.500
80 et 80 bis	Riz	0	0	Ex. 369	Fils coton retors pour tissage	70	40
84 A B	Légumes secs et farines	250	Tunisie, Maroc, Madagascar : 60	Ex. 369	Retors pour mercerie	200	0
88	Fruits	50	50	404	Tissus coton écrus	216,7	0
91	Graines oléagineuses	0	0	405	Tissus coton décolorés et blan- chis	800	0
96	Sucres	0	0	406	Tissus coton teints et fabri- qués avec fils teints	866,7	0
98 et 98 bis	Café	0	0	et Ex. 411 Ex. 407	Tissus coton imprimés autres que mouchoirs	33,3	0
99	Chocolat et confiserie au cho- colat	200	10	418	Couvertures de coton	5	0
108	Poivre	0	0	Ex. 368 à 371	Fils et tissus de coton autres que ceux dénommés ci-des- sus et que les bandes pour pansements	26,3	0
Ex. 109	Thé	0	0	373 à 375	Fils de laine	59	0
Ex. 110 A	Tabacs préparés	3.000	0	459	Tissus de soie	40	0
Ex. 110 A	Huiles d'olives	0	Tunisie : 70	461 C	Tissus de rayonne	400	0
111 bis	Autres huiles	550	50	461 G (2)	Papier Kraft	70	0
112, 112 bis	Graines végétales	23	0	461 G (4)	Papiers	3.200	0
118	Essences végétales	60	0	480 à 483	Papiers	400	0
119	Campbre	10	0	589	Chaussures cuir	50	0
126 à 127 bis	Caoutchouc	0	0	Ex. 614 bis	Pétards et artifices	20	0
Ex. 141	Espèces médicinales	15	0	Ex. 614 bis	Bicyclettes	14	0
158 C	Coton hydrophile	10	0	614 ter	Accessoires de bicyclettes	550	0
171 bis	Conserves de légumes	350	0	614 ter B	Automobiles tourisme	1.200	0
et 171 ter	Vins (hectolitres)	150.000	Maroc, Tunisie : 10.000	620 D	Automobiles industrielles	1.300	0
172 ter	Bière	0	0	620 et 620 F (7 à 9)	Accessoires automobiles	250	0
174	Alcools (hectolitres alcool pur)	1.300	1	620 G (1 à 5)	Caoutchouc vulcanisé	2	0
174 bis	Liqueurs (hectolitres)	3.500	0	620 H	Tissus caoutchouc et confec- tionnés	40	0
Ex.	Eaux minérales naturelles (hectolitres)	9.370	0	620 J	Ebonite	3	0
174 quater	Eaux minérales artificielles	0	0	620 K	Pneus autos	750	0
174 quater	Ciment blanc	1.000	0	620 N 1	Pneus pour cycles	110	0
Ex. 185	Ciments autres que blancs	0	0	et 620 N 2	Pneus pour poussettes	125	0
014 à 022	Ammoniaque et produits ammoniacaux	600	0	620 R	Joint	8	0
028	Borate de soude	90	0	637	Chaussures caoutchouc	45	0
033	Carbure de calcium	2.000	0	646 et 646 B Chap. 33	Autres ouvrages caoutchouc	30	0
044 à 045	Acide chlorhydrique	60	0		Bésoles	3	0
046 ter	Chlorate de soude	10	0		Bimbeloterie	75	0
Ex. 047	Perchlorate de potasse	15	0		Vannerie	10	0
059	Oxygène	0	0				

Franchise douanière

DECRET du 27 décembre 1941 portant admission en franchise douanière en Indochine, pour 1942, de produits originaires des colonies françaises.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu l'article 3 de la loi du 15 octobre 1940;

Sur la proposition du gouverneur général de l'Indochine;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Seront admis, en 1942, en franchise de droits de douane, en Indochine, les produits originaires des colonies françaises énumérées à la liste G annexée au présent décret.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 27 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Liste des marchandises originaires de l'Afrique occidentale française qui seront admises en franchise de droits de douane en Indochine, en 1942.

LISTE G

NUMERO du tarif français	DESIGNATION DES MARCHANDISES
23 (5, 6, 7) 33	Laine en masse. Cire.
88 (14)	Palmistes et amandes de palme.
97 (1 à 3)	Cacao en fèves, en poudre et beurre de cacao.
110 A (16) Ex. III bis A	Huile de palme. Amandes et beurre de karité.
112 (3)	Essence d'oranges.
114 (2)	Gomme arabique.
128 à 137 Ex. 144	Bois en grumes et débités. Sisal.

Liste des marchandises originaires de toutes les colonies qui seront admises en franchise de droits de douane en Indochine, en 1942.

LISTE G

NUMERO du tarif douanier français	DESIGNATION
359 à 359 (5)	Bouteilles, fioles et flacons importés pleins
398 bis	Sacs de jute (même étrangers) importés pleins
460 quater (2)	Sacs en tissus (même étrangers) autres que de jute, importés pleins
464	Carton assemblé
488 et 488 bis	Livres
469	Cartes postales
470	Imprimés
568 B	Réservoirs
603 (4 C)	Caisses et caissettes

Nota. — Tous les produits autres que ceux énumérés dans les listes G qui précèdent sont admis en Indochine au tarif minimum.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****AVIS**

En vertu de mon pouvoir de légataire universel donné par le testament laissé par mon père feu Joseph Folivi CREPPY, et dûment certifié par l'Administration en date du 26 Février 1925.

J'ai l'honneur d'aviser le public, que tous achats des biens laissés pour la collectivité CREPPY, qui auront été faits ou pourront l'être des dits biens, sans mon consentement et mon approbation sont nuls et de nul effet.

Anécho, le 26 Janvier 1942.

J. K. CREPPY.